

VIOLÉE ET BRÛLÉE VIVE

La mère de Chaïma demande l'application

DE LA PEINE DE MORT

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 6806 - LUNDI 5 OCTOBRE 2020

CAMPAGNE ÉLECTORALE

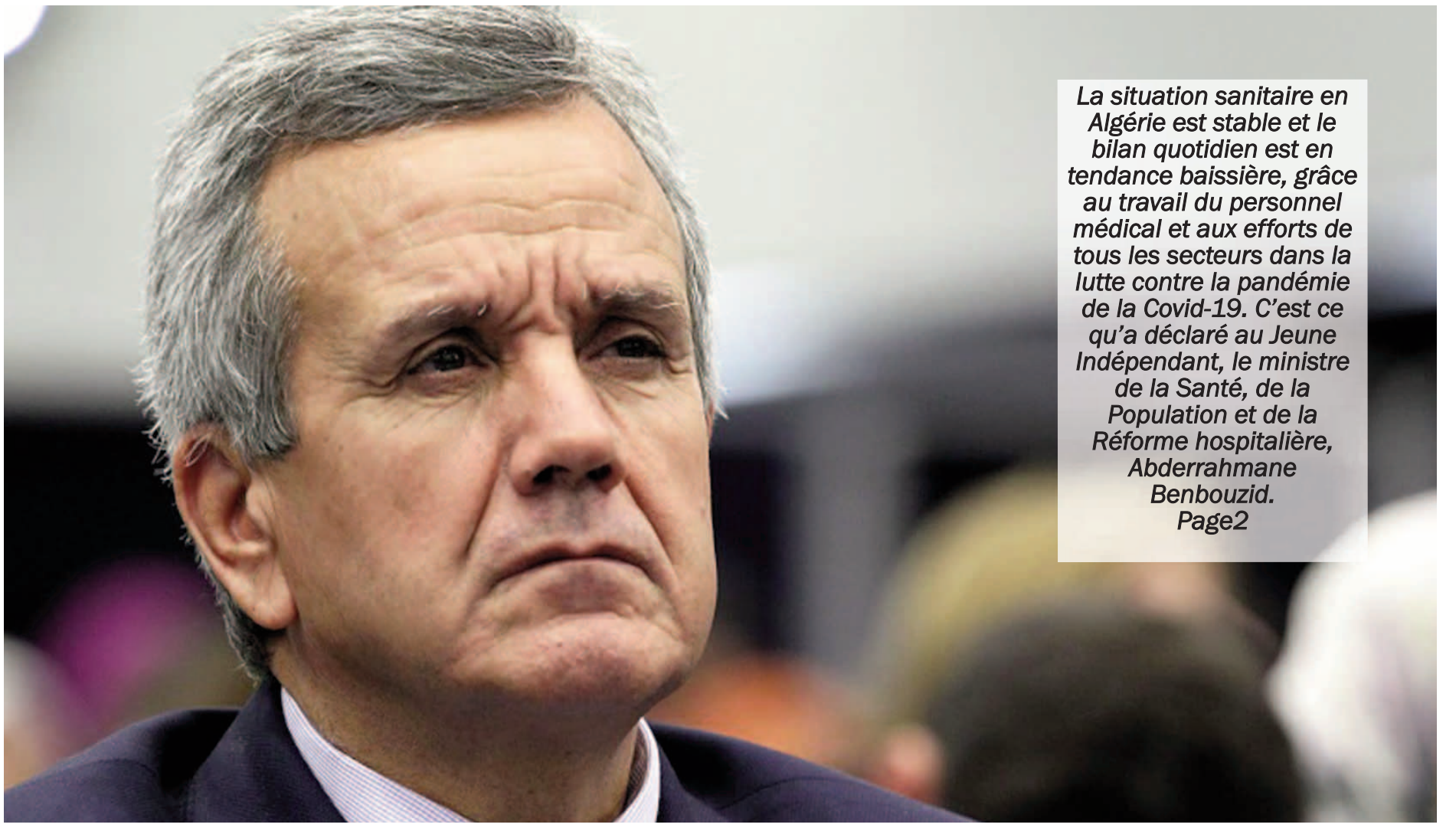
L'ANIE fixe les règles

Page 3

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

BENBOUZID AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«DES TESTS CIBLÉS DU COVID-19 SONT APPLIQUÉS»



La situation sanitaire en Algérie est stable et le bilan quotidien est en tendance baissière, grâce au travail du personnel médical et aux efforts de tous les secteurs dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19. C'est ce qu'a déclaré au Jeune Indépendant, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid.
Page2

ANNABA

La coquette libérée des marchands informels

Page 4

DANS L'ATTENTE DU RETOUR DES FESTIVALS

Reprise des activités culturelles

Page 16

LE GSMA ANNONCE LE LANCEMENT DU MWC AFRICA EN 2021

Le Rwanda accueillera la première édition

Page 7

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 — ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

CORONAVIRUS

141 nouveaux cas, 96 guérisons et 4 décès en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré 141 nouvelles contaminations à la Covid-19, 96 guérisons et quatre morts recensés en 24 heures, portant le nombre total des cas confirmés depuis le début de l'épidémie à 52 136, des guérisons à 36 578 et celui des décès à 1 760.

Cinq wilayas ont enregistré plus de dix cas les 24 dernières heures, à leur tête la wilaya de Biskra avec 22 cas positifs.

«141 nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 96 guérisons et quatre décès ont été recensés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le total des cas confirmés à 52.136, des guérisons à 36.578 et celui des décès à 1.760», a déclaré le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.

86 personnes ont été hospitalisées durant la même période à travers le territoire national.

Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination à la Covid-19 s'élève à près de 118 cas pour 100.000 habitants, ajoutant que les nouvelles contaminations enregistrées les 24 dernières heures représentent 0.40 cas pour 100.000 habitants.

Cinq wilayas ont enregistré, durant la même période, plus de 10 nouvelles contaminations à la Covid-19, à savoir Biskra (22 cas), Batna (13 cas), Alger, Blida et Boumerdès (11 cas) chacune.

Les personnes âgées entre 25 et 59 ans représentent 55.6% des cas de contamination au nouveau coronavirus et celles âgées de plus de 60 ans représentent 32.8%.

Les wilayas d'Alger (5.873 cas), Blida (4.200 cas), Oran (3.999 cas), Sétif (3.260 cas) et Batna (1.923 cas) représentent à elles seules 37 % des cas de contamination et 28% des décès enregistrés sur le territoire national.

Pr Fourar a également indiqué que 24 wilayas n'ont connu aucun cas au coronavirus et 19 autres ont recensé entre un et neuf cas, alors que cinq wilayas ont enregistré plus de dix cas.

Concernant le nombre de personnes hospitalisées en réanimation, indicateur de la pression de l'épidémie sur le système hospitalier, Pr Fourar a fait état d'une légère baisse, avec 21 patients admis dans les unités de soins intensifs à travers le pays (23 la veille).

Enfin, le responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique de la part des citoyens, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, particulièrement celles souffrant de maladies chroniques.

Dans le monde, la pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 1.039.442 morts depuis l'apparition de la maladie fin décembre en Chine, selon un bilan établi hier à partir de sources officielles.

Plus de 35.240.517 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 26.219.344 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Mohamed Mecelti

BENBOUZID AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«Des tests ciblés du Covid-19 sont appliqués»

La situation sanitaire en Algérie est stable et le bilan quotidien est en tendance baissière, grâce au travail du personnel médical et aux efforts de tous les secteurs dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19. C'est ce qu'a déclaré au Jeune Indépendant, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid.



Interrogé par Le Jeune Indépendant sur le dernier rapport de l'INSP (institut national de santé publique) faisant état d'une sensible baisse de l'utilisation de tests PCR, le premier responsable du secteur a affirmé que son département a maintenu la même moyenne concernant les tests PCR, relevant que les tests n'ont pas baissé par contre les centres de dépistage ont quant à eux augmenté dans le cadre du renforcement des mesures de lutte contre la pandémie ordonnées par le chef de l'Etat.

L'Institut national de la Santé publique (INSP) a révélé que depuis le 18 mai, l'utilisation des tests de dépistage PCR dans le diagnostic des cas positifs à la COVID-19 est en chute libre donnant lieu à une pénurie. De nombreux citoyens se plaignent de ne pas pouvoir effectuer de tests PCR y compris chez les laboratoires privés bien qu'ils soient dotés d'un ordre des médecins.

Pour Benbouzid, il s'agit d'un constat qui ne tient pas en compte les derniers la nouvelle cartographie sanitaire induite par les mesures prises sur le plan clinique pour la prise en charge des personnes atteintes par la pandémie.

«On fait autant de test PCR ou plus, il y a actuellement plus de centres de prélèvement et d'analyse, ce qui explique la diminution du nombre de test dans certaines wilayas », a expliqué le professeur Benbouzid en marge de la rencontre nationale consacrée aux financements des start-up sous l'égide du président Abdelmadjid Tebboune.

Pour Pr Benbouzid, tester massivement n'a pas d'intérêt, car la tendance actuelle vise à effectuer des tests ciblés, sur avis du médecin traitant.

« Les tests sont ciblés maintenant, on ne teste que les personnes présentant des symptômes et impérativement les sujets contacts », a précisé le ministre.

Pr Benbouzid a aussi fait savoir que la stabilité observée jusqu'à l'heure dans le nombre des décès est l'élément crucial dans le suivi de la situation. « Le plus important est que les malades ne décèdent pas », a-t-il souligné.

« Les hôpitaux soufflent actuellement avec moins de 2500 lits qui sont occupés dans les hôpitaux contre 12.556 lits il y'a moins de deux mois de cela », a fait remarquer le ministre.

Quant à la reprise des activités pour l'hôpital de jour, Pr Benbouzid a fait savoir que la reprise se fait graduellement selon les capacités des services et l'évolution de la situation épidémique, tout en gardant la même vigilance vis-à-vis de la Covid-19.

Le ministre de la santé a estimé que le système de «la santé a été mal traité pendant longtemps », et le moment est propice pour lui rendre son mérite.

Et de poursuivre que la situation sanitaire dépend de la discipline des citoyens. Pour éviter une dégradation de la situation, il a recommandé la rigueur dans l'application des mesures d'hygiène, de distanciation physique et de protection, qui demeurent la solution pour endiguer l'épidémie.

Le ministre a enfin assuré que la situation sanitaire du pays s'améliore mais qu'il est nécessaire de maintenir la vigilance.

Mohamed Mecelti

Des médecins agressés à l'Est du pays

EN RAISON de son engagement sur le front de lutte contre la pandémie de la covid-19, la corporation médicale est depuis plusieurs mois au-devant de la scène médiatique, notamment après les multiples agressions répertoriées à travers diverses structures sanitaires. Ces jours-ci à l'Est du pays, un autre phénomène semble viser les toubibs.

Des médecins du secteur privé ont fait l'objet, ces jours-ci, notamment à Souk-Ahras et Constantine, d'agressions préméditées commises par des groupes maffieux avides de gain facile. La semaine écoulée, la brigade criminelle de la sûreté de wilaya de Souk-Ahras a réussi à mettre la main sur les auteurs d'une agression sur un médecin spécialiste. La victime, un pneumo-allergologue, activant dans la wilaya de l'extrême-Est du pays, a été grièvement blessé à l'arme blanche par la bande de malfaiteurs, composée de quatre personnes, lesquels avait réussi à emporter la somme de 180 millions de centimes.

Le spécialiste avait été pris en filature par les malfrats au moment où il se rendait chez un promoteur immobilier pour le dépôt de la somme, représentant une avance sur une transaction financière pour l'acquisition d'un bien immobilier. L'agression a eu lieu à quelques dizaines de mètres du domicile de la victime. Les assaillants le toucheront, selon le rapport du médecin légiste au niveau du thorax et de l'abdomen. Ils réussiront ainsi à emporter, non sans résistance de la victime, les 180 millions de centimes, avant de prendre la fuite à bord de deux motocycles, laissant le malheureux gisant dans son sang. Aussitôt alertés, les éléments de la brigade criminelle ont réussi en un temps record, grâce notamment à l'exploitation des informations et preuves en leur possession, à identifier et à arrêter un des membres du groupe.

Lors de l'interrogatoire, le mis en cause révélera l'identité de ses acolytes qui seront arrêtés aussitôt après. Le groupe a été présenté hier dimanche devant la juridiction territorialement compétente, puis écroué pour notamment, le chef d'inculpation de tentative d'assassinat à l'arme blanche.

A Constantine, trois personnes, deux hommes et une femme ont été arrêtés pour un motif similaire. Agression sur un médecin au sein même de son cabinet. Les faits remontent à la fin du mois de juillet dernier et alors qu'il s'apprêtait à quitter son cabinet, le spécialiste activant au niveau de la localité de Hamma Bouziane, à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, a fait l'objet d'une agression à l'arme blanche et dérobé d'une importante somme d'argent.

Une enquête ouverte depuis par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Hamma Bouziane a permis, en fin de semaine dernière, aux enquêteurs, soit près de deux mois et demi après, de mettre la main sur le principal auteur, avant que les investigations ne leur permettent d'identifier son acolyte et une troisième personne, une femme également impliquée dans les faits. Une arme blanche, un sabre, a été récupéré par les policiers.

Présentés hier devant le procureur de la République près le tribunal de Zighoud Youcef, les accusés ont été écroués. Il devront répondre des chefs d'inculpation de constitution d'un groupe de malfaiteurs, dans le but de commettre des délits contre les personnes et leur biens, vol prémédité et agression et blessures volontaires à l'arme blanche.

Le domicile d'un autre médecin, un dermatologue activant au centre-ville de Constantine ville avait aussi fait l'objet, il y a quelques mois d'un vol. Plusieurs objets de valeurs, dont des bijoux, avaient été emportés par les cambrioleurs.

Amine B.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

L'ANIE FIXE LES RÈGLES

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a fixé les règles d'organisation des réunions et des rassemblements publics dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle qui débutera ce mercredi.



Après avoir définit les contours de la campagne électorale sur le projet de révision constitutionnelle qui sera soumis au référendum, le 1er novembre prochain, l'ANIE fixe les règles d'organisation des réunions et manifestations publiques.

Dans un arrêté rendu public par l'ANIE, qui rappelle la période durant laquelle va se dérouler la campagne électorale (du 7 octobre à 8h00 au 28 octobre à 00h00), elle autorise les parties habilitées (le secteur gouvernemental, les partis politiques, les associations nationales et les personnalités politiques) à organiser les rassemblements et meetings. Les associations locales peuvent désormais mener campagne. Après avoir autorisé les associations nationales ayant une représentation effective au niveau de vingt-cinq wilayas au minimum à mener campagne, l'ANIE autorise aussi les associations locales. «Les rassemblements et meetings dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle, peuvent être organisés par les associations nationales et locales, dont les associations communales, de wilaya et associations inter-wilayas, ainsi que par les associations à caractère spécifique, dont les fondations, les amicales et les associations estudiantines et sportives», note-t-on dans l'article 4.

Les parties organisatrices du rassemblement ou du meeting doivent préalablement saisir le coordinateur de wilaya de l'ANIE territorialement compétent, au moins trois jours avant l'organisation de l'activité. Dans l'article 6 de cet arrêté, l'ANIE affirme que le but étant «de répartir les salles de réunions et les infrastructures d'une manière juste et équitable, le cas échéant, de recourir au tirage au sort». Une exception faite pour les activités programmées les deux premiers jours de la campagne dont les délais sont réduits à quarante-huit heures.

Alors que la situation est peu propice pour les rassemblements et regroupements en raison de la crise sanitaire, qui paralyse plusieurs secteurs et activités depuis le mois de mars, l'ANIE autorise la tenue de ces rassemblements qui sont, cependant conditionnés par le respect strict des mesures préventives.

«La partie organisatrice d'un meeting ou d'un rassemblement dans le cadre de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle doit appliquer strictement les mesures édictées par la réglementation en vigueur, en vue de prévenir contre le risque de la propagation de la pandémie du coronavirus (COVID-19)», précise l'article 7 de l'arrêté.

En plus de cela, l'ANIE rappelle les évidences de chaque campagne électorale, à l'instar de l'interdiction de l'utilisation d'une quelconque méthode publicitaire commerciale ou des langues étrangères, tout discours contraire à la sécurité publique et aux bonnes mœurs et l'organisation de la campagne référendaire sur le projet de révision constitutionnelle en dehors de la période fixée. Les intervenants dans le cadre de cette campagne doivent pour leur part, veiller, notamment au bon déroulement du meeting ou du rassemblement.

Lilia Aït Akli

L'Initiative forces nationales de réforme appelle à une large participation

L'INITIATIVE des forces nationales de la réforme a appelé, les citoyens à «une large participation» au référendum du 1er novembre 2020 sur le projet de révision constitutionnelle. Dans un communiqué qui a couronné la réunion des chefs de partis et des compétences composants l'Initiative forces nationales de la réforme, cette dernière a appelé le peuple algérien à «participer largement au prochain référendum et à exprimer la volonté réelle et libre du citoyen» et ce en consécration du principe de la «souveraineté du peuple dans ses choix», soulignant que les changements introduits dans la mouture «représentent une réponse à une partie des propositions de l'Initiative». L'Initiative a également appelé l'ensemble des partis, organisations et compétences au «respect mutuel dans l'expression des positions à partir de la Constitution et ce au service de l'intérêt national à même de promouvoir l'acte politique et sociétal et la concurrence loyale dans la scène nationale». Par ailleurs, l'Initiative s'est félicitée «du retour à la légitimité du peuple qui est la source du pouvoir», mettant l'accent sur la nécessité de protéger le choix libre du citoyen dans toutes les échéances aussi bien en ce qui concerne le référendum sur la révision constitutionnelle qui représente «l'acte collectif qui régit la relation entre le citoyen et le pouvoir», que des élections qui rétablissent les institutions et expriment la véritable volonté du peuple». Elle a également mis en avant la poursuite de l'action commune entre toutes ses composantes, ajoutant qu'il a été décidé que «chaque composante ou compétence nationale doit prendre sa position du vote en revenant à ses structures ou conformément à sa conviction».

S. N.

DÉCÈS DE CHEIKH SABAH AL-AHMAD AL-JABIR AL-SABAH

Djerad au Koweït pour présenter les condoléances

LE PREMIER ministre, Abdelaziz Djerad a effectué, hier dimanche, en tant que représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une visite à l'Etat du Koweït, à la tête d'une délégation ministérielle pour présenter les condoléances, suite au décès de l'Emir du Koweït, Cheikh Sabah al-Ahmad al-Jabir al-Sabah, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad effectue, en tant que représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une visite à l'Etat du Koweït frère, à la tête d'une délégation ministérielle composée des ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et des Affaires religieuses et des Wakfs pour présenter les condoléances au nom du gouvernement et du peuple algériens, suite au décès de l'Emir de l'Etat du Koweït, Cheikh Sabah al-Ahmad al-Jabir al-Sabah», lit-on dans le communiqué.

APS

PATRICE BOUVERET:

«Les déchets nucléaires français en Algérie sont encore sur place»

LE DIRECTEUR de l'Observatoire des armements français, Patrice Bouveret, a déclaré, hier, qu'une quantité inconnue de déchets nucléaires français en Algérie est toujours sur place, plus d'un demi-siècle après, plaidant pour «des analyses précises» pour mesurer le taux de radioactivité encore présente jusqu'à présent sur les lieux d'essais.

«Quand la France a cessé ses essais nucléaires en Algérie, en 1966, elle a laissé sur place tout simplement l'ensemble des déchets qui sont liées aux essais effectués dans le Sahara algérien», a affirmé M. Bouveret dans un entretien à Radio France Internationale.

«La France non seulement a laissé ses déchets mais elle a classé secret Défense tous les documents qui pouvaient avoir trait à ces programmes-là», a-t-il souligné.

Par conséquent, «la quantité des déchets demeure inconnue, ceux issus des accidents nucléaires notamment, et les plus importants d'ailleurs», a soutenu le directeur et co-fondateur de l'organisme.

Il a, à ce titre, cité l'exemple de Beril, nom du 2e essai nucléaire souterrain de la France en Algérie (1 mai 1962), qui a libéré des laves radioactives. «Des éléments radioactifs sont restés sur des zones de Reggane (wilaya d'Adrar) sans être ramassés alors qu'ils sont radioactifs», a-t-il relevé.

Pour mesurer les conséquences, l'intervenant a plaidé pour «des analyses précises de chacun de ces matériaux pour voir le taux de radioactivité encore présente jusqu'à présent sur les lieux. On sait qu'il est important».

M. Bouveret, a regretté, à ce titre, le fait qu'aucune étude pour mesurer cette radioactivité n'a été menée par des services compétents français ou un organisme indépendant pour pouvoir mettre en place, par la suite, un programme d'isolement des zones les plus dangereuses avant de procéder à un nettoyage».

Cosignataire d'une tribune dans laquelle il appelait la France «à sortir du déni», ce dernier, a mentionné qu» il y avait eu des tentatives de mettre en place des commissions pour évaluer les dégâts et faire des recommandations mais sans y donner suite «.

Il a évoqué l'existence, aujourd'hui d'une volonté de la part de l'Algérie et la France de travailler pour débloquer la situation. Des signes positifs sont apparus, d'après lui, depuis la restitution des crânes de 24 héros de la résistance algérienne contre le colonialisme français.

De son avis, «l'Algérie et la France savent que pour renforcer leurs relations sur tous les plans économique, politique, sociétal, il faut épurer les questions du passé».

Entre 1960 et 1966, la France a mené 17 essais nucléaires dans le Sahara algérien, et la question des conséquences de ces essais est restée en suspens.

C'est ce qu'indiquent, dans la tribune cosignée, des représentants de l'Observatoire des armements et d'ICAN France (la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires).

Ils appellent la France à régler cette question cruciale pour la santé des populations, pour l'environnement et pour les relations entre l'Algérie et la France.

M. D.

TIZI-OUZOU

Grogne des travailleurs de l'ACTEL

RIEN ne va plus à l'ACTEL de Tizi-Ouzou. Les contrats que signe cet organisme étatique avec des entreprises privées de communication ne semblent pas faire le bonheur des travailleurs émargeant à celles-ci. Ils estiment qu'ils sont très mal rémunérés par rapport au travail et services qu'ils fournissent. Aussi, ils souhaitent jouir d'une intégration réelle et définitive auprès de l'ACTEL, afin de garantir non seulement leur emploi permanent, mais aussi bénéficier d'un salaire, selon la grille salariale fixée par le statut de la fonction publique. C'est pour ces motifs que ces travailleurs ont organisé, hier, un rassemblement devant le siège de la wilaya. En cette occasion, les manifestants ont désigné une délégation qui a été reçue par le médiateur de la présidence de république auprès de la wilaya de Tizi-Ouzou, Mohamed Ghobrini.

«Et à l'issue de cette rencontre, notre interlocuteur, après avoir écouté nos doléances, nous a demandé de lui remettre un rapport, mentionnant nos revendications, afin qu'il le transmette à son tour à l'instance concernée», a déclaré un membre de cette coordination des travailleurs.

Selon des manifestants, le contrat de travail, qui les a liés à la dernière entreprise privée ayant fait la sous-traitance avec l'ACTEL et dénommée Vigil-Goupe, a expiré le 30 du mois passé. «Nous en avons assez d'être ballotée d'une entreprise à une autre», ont martelé nos différents interlocuteurs avant de lâcher : «Notre salaire mensuel ne dépasse pas 23.000, 00 DA, alors que nous travaillons sans relâche ; ce qui ressemble à l'esclavage».

A noter aussi que Vigil-Groupe est la cinquième ou sixième entreprise privée à avoir signé un contrat avec l'ACTEL depuis l'année 2005.

«Nous voulons à présent notre intégration réelle et effective à l'ACTEL», ont réitéré nos interlocuteurs, «car en sus de la stabilité garantie de l'emploi, les salaires sont beaucoup plus importants».

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

ANNABA

La coquette libérée des marchands informels

Quand l'autorité locale décide sérieusement, tout rentre dans l'ordre. Enfin, Annaba respire. En moins de 72 heures, les services de police, agissant sur instruction du wali d'Annaba, ont libéré les espaces publics squattés par des centaines de marchands informels. Tout est propre maintenant, les espaces piétonniers sont devenus plus spacieux et la Coquette respire enfin.



Il faut noter que cette opération d'assainissement des lieux, qui n'est pas une première, a permis de chasser les vendeurs illicites de marchandise, tant par la force que par la persuasion .Et dans chaque lieu vidé, les renforts des services de sécurité sont en stationnement, évitant ainsi tout retour des vendeurs clandestins.

Il faut signaler que les affrontements entre vendeurs à la sauvette et les éléments de sûreté nationale se sont même soldés par huit blessés, dont l'état est sans gravité. Trois policiers ont été agressés à l'aide de jets de pierre par des vendeurs qui refusaient de libérer les lieux squattés. Mais sans gravité.

L'opération musclée des services de police a concerné les quartiers populeux de Jabet Lihoud, le marché d'El-Hattab, les quartiers du champ de Mars, et plusieurs grandes ruelles du centre ville d'Annaba, telles que la rue Ibn Khaldoun, appelé Rue Gambetta ou la rue Mohamed Khemisti. Ces marchands clandestins, faut-il le rappeler, n'ont cessé de porter atteinte au cadre de vie et à des pratiques frauduleuses du commerce. Hier, ces lieux respiraient mieux et l'encombrement causé par la prolifération de ces vendeurs n'avait plus droit de cité. «Mais pourvu que ça dure», ont lancé des citoyens aux policiers, et en ajoutant que «là où ils passent, ces vendeurs sèment la pagaille».

S'installant généralement à même le sol, ces vendeurs clandestins proposent une gamme variée de produits à des prix défiant toute concurrence. Ces clandestins de la vente illicite dérangent et concurrencent d'une manière déloyale les commerçants légaux, qui possèdent un registre de commerce, payent des impôts et des taxes, voire même des loyers.

Indésirables aux yeux des uns et très sollicités par d'autres, ils n'hésitent pas à réinvestir à chaque fois leurs points habituels, créant un véritable désordre et une anarchie immense dans les rues, empêchant automobilistes et piétons de circuler librement. Tout un chacun ici à Annaba assistait jusque là impuissant à leur ''jeu'' gênant la circulation piétonne et routière. Ils choisissent toujours les mêmes lieux populeux et rues commerçantes, tels ceux d'El-Hattab ou bien alors celui de la rue Gambetta ou le long du marché couvert qui sont à chaque fois squattés.

Ils sont des centaines, qui viennent installer leurs marchandises à même le sol, se souciant peu des désagréments qu'ils causent aux uns et aux autres. Ces squatteurs des rues vendent à même le sol leurs diverses marchandises, tous articles confondus : parapluies, jouets, manteaux, vestes, ustensiles de cuisines, serviettes de bain, verres, nappes, chaussettes, puces de téléphone mobile, masques et produit hydro alcoolique et ce, en se servant de larges cartons, empêchant ainsi le déplacement des citoyens, qui se voient contraints d'avancer difficilement dans l'espace réservé aux automobilistes.

Un véritable jeu du chat et de la souris est, de temps à autre, observé entre ces jeunes vendeurs à la sauvette, qui semblent déterminer à tenir tête aux quelques policiers pointés ça et là, sans pour autant les dissuader à laisser tomber ce commerce... leur gagne pain. Cette nouvelle action de nettoyage des lieux de l'informel qui a gagné pratiquement l'ensemble des espaces et trottoirs des quartiers et du centre ville a été accueillie avec soulagement par tout un chacun.

Nabil Chaoui

ACTIVITÉ D'EMBALLAGE

Une cartographie numérique à la disposition des professionnels

Une première cartographie du secteur de l'emballage en Algérie, recensant 197 entreprises versées dans ce domaine, a été mise à la disposition des professionnels sous forme de plateforme numérique, a annoncé hier la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC).

Disponible en accès libre sur le site web de la CAPC, cette cartographie a été réalisée dans le cadre d'une étude menée par la Commission emballage, créée sous la coupe de la Confédération algérienne du patronat citoyen, a précisé un communiqué de cette organisation patronale. L'étude, ayant pour objectif de répertorier, valoriser et démocratiser les métiers de l'emballage ainsi que leur mode de fonctionnement, a permis de recenser 197 entreprises dont l'activité principale est liée au secteur de l'emballage. Ces acteurs sont répartis à travers tout le territoire national, implantés dans 26 wilayas allant de Annaba à Adrar en passant par Oran et Alger, a ajouté le communiqué de la Confédération soulignant que ce classement regroupe l'ensemble des entreprises du secteur de l'emballage sous toutes ses formes : papier, carton ondulé, plastique, métallique etc.

Cette cartographie est disponible pour tous les professionnels du secteur, accessible à partir du site web de la CAPC avec un identifiant et un mot de passe, selon le communiqué.

L'étude, menée par la Commission emballage, a été supportée et sponsorisée par un des leaders de l'emballage en Algérie, le groupe Maghreb Emballage.

Destinée aux entreprises productrices ou utilisatrices de tout type d'emballage, cette étude tend principalement à relater l'état du marché et d'avoir une visibilité à moyen et à long terme. Elle est aussi destinée aux entreprises exportatrices en produits d'emballage afin de leur permettre d'identifier les marchés cibles et ceux en croissance. S'inscrivant également dans une démarche de développement du secteur, l'étude a permis d'évaluer la situation de ce secteur et de relever les principales préoccupations des industriels de la filière. A travers un questionnaire adressé aux dirigeants de ces entreprises, il en ressort que la matière première la plus importée est le Polyéthylène pour 30% des entreprises, suivi par le Polypropylène pour 19% des entreprises, selon la CAPC.

Selon les résultats de cette étude, l'approvisionnement en matières premières demeure une contrainte pour 34% des entreprises, alors que 27% des entreprises déclarent avoir fait le recours au recyclage. Elles sont aussi 58% des entreprises, soit plus de la moitié, à déclarer le manque de disponibilité de la matière première en Algérie.

Concernant la commercialisation post usine, 68% des entreprises (grossistes, importateurs, détaillants) déclarent s'occuper de la livraison de leur marchandise, tandis que 59% des distributeurs préfèrent commercialiser les produits fabriqués localement que ceux issus de l'importation. Cependant, les distributeurs ont déploré, quant à eux, le manque de disponibilité de ces produits.

Elles sont 9% seulement des entreprises qui exportent aujourd'hui leurs produits, notamment vers la Tunisie qui reste le pays importateur pour plus d'un client sur deux.

Il a été constaté à travers la même étude que l'évolution quantitative de ces trois dernières années est en baisse et que le secteur de l'emballage est fortement impacté par la crise sanitaire mondiale du COVID-19.

Il est à rappeler que la commission emballage avait été installée par le président de la Confédérationalgérienne du patronat citoyen, Sami Agli, en avril dernier dans le but de «renforcer les échanges entre les opérateurs de la filière afin de diagnostiquer ensemble les contraintes qui bloquent le développement du redéploiement», souligne la même source.

M. B.

LE GSMA ANNONCE LE LANCEMENT DU MWC AFRICA EN 2021

Le Rwanda accueillera la première édition

L'association professionnelle mondiale de l'industrie du mobile GSMA a annoncé qu'elle accueillera le MWC Africa à Kigali, au Rwanda en 2021, déplaçant pour la première fois la principale série d'événements internationaux des télécommunications sur le continent africain. Cette information a été révélée par le directeur général de la GSMA, Mats Granryd, lors de son discours d'ouverture à Thrive Africa, la plate-forme d'événements virtuels du GSMA, qui s'est déroulée du 29 septembre au 1er octobre 2020.

Par Farid Farah

Le MWC21 Africa devrait réunir les plus grands noms du monde du business digital et des technologies des télécommunications du monde entier pour devenir l'événement le plus connecté et le plus influent du continent. Cet événement de premier plan fait partie de la série phare d'événements MWC de la GSMA, qui englobe des éditions à Barcelone, Shanghai et Los Angeles. «À partir de 2021, nous célébrerons le MWC Afrique, en rejoignant notre plateforme de leader mondial pour la technologie africaine, reconnaissant le rôle important que l'Afrique jouera dans notre avenir connecté» a déclaré Mats Granryd. «Partout dans le monde, l'accès à Internet mobile contribue à réduire la fracture numérique. Son pouvoir de transformation n'est nulle part plus évident qu'en Afrique. C'est pourquoi je suis ravi d'accueillir le monde à Kigali l'année prochaine pour faire la lumière sur l'innovation mobile et technologique africaine » a-t-il ajouté. Par ailleurs, pour ce qui de l'évènement virtuel africain Thrive Africa, il examinera, cette année, le rôle de la connectivité dans le développement d'un avenir meilleur marqué par de bon résultats en termes de fourniture de soins de santé, d'avantages économiques et d'inclusion. Conçu par la GSMA, Orange, MTN, ZTE et Mastercard, Thrive Africa réunira les dirigeants africains pour un événement virtuel afin de créer l'expérience technologique la plus connectée et la plus influente du continent. L'événement est également parrainé par Huawei, Intelsat, MFS Africa et Safaricom. Au cours de l'événement, les orateurs discuteront également de la préparation de l'Afrique à la 4e révolution industrielle: dans les cinq prochaines années, le continent accueillera 1,3 milliard de terminaux et de connexions IoT. Le GSMA a également publié son rapport annuel sur l'économie mobile en Afrique subsaharienne. Cette étude explore les dernières données, prévisions et tendances enregistrés dans la région. Elle comprend une série de recommandations politiques qui aideront à garantir que l'Internet mobile apporte la meilleure contribution possible à l'économie régionale.



L'Afrique subsaharienne reste la région à forte croissance du marché des terminaux mobiles, avec 477 millions d'abonnés mobiles à la fin de 2019 et 137 millions supplémentaires sur la période allant jusqu'en 2025. Aussi, en 2019, les technologies et services mobiles ont généré 9% du PIB en Afrique subsaharienne, soit un apport financier de plus de 155 milliards de dollars. Cette année, le GSMA Thrive Africa accueillera le tout premier Forum régional des responsables politiques qui repose sur le format du programme ministériel du MWC de Barcelone, mais avec un accent particulier sur l'Afrique. Ce forum rassemble les principales parties prenantes des ministères, des organismes de réglementation et de l'écosystème mobile. «Les résultats de notre rapport sur l'économie mobile en Afrique subsaharienne montrent clairement l'importance et la valeur de la connectivité numérique», a déclaré Akinwale Goodluck, responsable Afrique, GSMA. «Réaliser le plein potentiel d'un futur numérique progressif nécessite un débat politique éclairé du type de celui que le GSMA Thrive Africa offrira. J'ai hâte d'accueillir en personne l'ensemble des participants à la cérémonie inaugurale du MWC21 Africa, un événement qui éloignera davantage l'Afrique de la fracture numérique » a-t-il ajouté

Les OTT mettent à mal la téléphonie traditionnelle !

Par Farid Farah

Depuis l'avènement du marché de la data mobile, les opérateurs de la téléphonie mobile, à travers le monde, sont confrontés à la concurrence accrue des fournisseurs de contenus OTT (Over The Top, qui désigne l'ensemble des services de streaming, de vidéo à la demande, de la VoIP comme Viber et Skype et des TV connectées comme l'Apple TV). L'OTT est une technologie de diffusion sur Internet de contenus multimédia accessibles sur n'importe quel terminal connecté : PC, Tablette, Smartphone ou SmartTV. Son modèle économique est basé sur le principe de la non intervention des opérateurs mobiles dans la relation commerciale des fournisseurs des services OTT avec leurs utilisateurs. Aucun revenu n'est donc généré par les opérateurs à partir de la consommation des services OTT en dehors de ceux débités des frais d'accès à Internet. Pire, l'accroissement mondial du volume consommé de la data issue des OTT menace la qualité des services des opérateurs. Des pannes de congestion de réseaux sont souvent signalées et peuvent être à l'origine d'un taux élevé de désabonnement des clients et bien entendu de la baisse des revenus surtout ceux qui proviennent des communications vocales commutées. Le mauvais codage des signaux numérisés est la cause essentielle de la congestion des réseaux. En clair, un signal mal codé prend trois fois plus de place sur la bande passante. C'est pourquoi, beaucoup d'opérateurs notamment dans les pays du Golfe cherchent à éviter ces pannes et à maximiser les revenus des clients en bloquant l'accès à certains services OTT comme viber, skype et autres. D'autres opérateurs ont lancé leurs propres services OTT afin de concurrencer directement des sociétés comme Microsoft ou Facebook. En Algérie, depuis l'avènement des réseaux cellulaires 3G ou 4G, beaucoup d'usagers sont devenus adeptes des appels vocaux par Internet via les apps Viber, Skype et Messenger et ont donc déserté les services vocaux traditionnels des réseaux mobiles malgré les offres promotionnelles alléchantes fournis par les opérateurs. Pour se mettre à l'abri d'une baisse importante de ses revenus, des opérateurs ont trouvé l'idée d'aligner le prix du mégabit du volume data sur celui de la minute d'une communication vocale cellulaire. C'est une idée géniale et discutable sur le plan régulation tarifaire, mais qui a fait éviter aux algériens le blocage des services OTT…

F. F.

SÉCURITÉ

Panne réseau à la bourse de Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a été paralysée jeudi dernier par une panne historique de son réseau informatique. 10 minutes après son ouverture, la 3e place boursière mondiale a été confronté à un « problème technique » selon le Japan Exchange Group qui a provoqué un arrêt des cotations. L'incident serait lié au serveur gérant les ordres d'achat qui est tombé en panne suivie d'un échec de la procédure de reprise sur incident. Les équipes IT ont dû réaliser plusieurs opérations de récupération et de maintenance pour venir à bout du problème et rétablir le serveur.

TÉLÉSURVEILLANCE

Amazon lance un drone domestique

LE GÉANT américain a annoncé plusieurs produits de sa gamme Ring lors de son événement annuel sur le hardware. L'un d'entre eux, le Always Home Cam, n'est rien moins qu'un drone d'intérieur destiné à surveiller un domicile. Pour fonctionner, ce quadricoptère à 215 euros réalise une carte du logement. Elle lui permet de suivre un plan de vol prédéfini quand son propriétaire lui demande de surveiller un espace ou une pièce en particulier. À la recherche de bruits inhabituels, il filme des images en 1080p. Dès qu'il manque de charge, il retourne automatiquement à sa base. Plusieurs années ont été nécessaires à sa conception, en particulier pour l'évitement des obstacles. Il est programmable ou télécommandable, et associé à un système d'alarme Ring en cas de problème.

E-TOURISME

Le Louvre en direct sur Alibaba

EN CES TEMPS de pandémie, alors que de nombreux touristes chinois se voient privés de voyager en France, l'une de leurs destinations favorites, l'opérateur de Cloud Alibaba leur a proposé une visite virtuelle en direct du musée du Louvre. Sa plateforme de services de voyages Fliggy avait déjà réalisé une visite virtuelle en direct du Château de Versailles. Cette fois, pendant deux heures, un livestreaming a permis à quelques dizaines de milliers d'internautes chinois d'admirer des œuvres d'art emblématiques comme la Vénus de Milo ou la Joconde. Le site dénombrait 380 000 spectateurs lors de la première minute de diffusion. Depuis février, Fliggy a accueilli plus de 36 000 flux de voyages en direct pour plus de 520 millions d'internautes.

BON À SAVOIR

Le paiement à la paume

Amazon One est un dispositif de paiement biométrique qui reconnaît la paume du client, sans contact nécessaire. En période de pandémie, le système tombe clairement à point nommé même s'il ne sera installé que dans deux magasins Amazon Go étatsuniens pour commencer. Le client n'a qu'à introduire sa carte de crédit dans la borne équipée d'Amazon One et à placer sa main au-dessus sans la toucher. Le capteur prend une image de la paume et en identifie les points distinctifs. Ces images ne sont pas stockées sur l'équipement local, mais chiffrées et envoyées dans une zone de stockage spécifiquement conçue par Amazon dans son Cloud, pour ces signatures palmaires.

MELBOURNE

Federer sera bien là, 50% du public espéré

A un peu plus de trois mois du début du tournoi, Craig Tiley, directeur de l'Open d'Australie, a confirmé que Roger Federer serait bien présent. Il espère par ailleurs pouvoir accueillir 50% du public dans l'enceinte de Melbourne Park, alors que l'Australie est toujours, elle aussi, touchée par l'épidémie de Covid-19.



Alors que Roland-Garros bat son plein, l'Open d'Australie prépare déjà sa prochaine édition, qui se déroulera du 18 au 31 janvier prochain. Le Majeur australien avait pu se tenir dans des conditions normales l'an dernier, quelques semaines avant que la pandémie du coronavirus ne vienne perturber une année 2020 sans dessus dessous, dans le monde du sport comme ailleurs.

La situation sanitaire est loin d'être idéale à ce jour en Australie, mais les organisateurs espèrent tout de même pouvoir mettre en place un tournoi dans des conditions proches de la normale. Craig Tiley, le directeur de l'Open d'Australie, s'est montré relativement optimiste dimanche, expliquant être en contact avec les joueurs et les joueuses «chaque semaine». Première bonne nouvelle pour lui, Roger Federer lui a annoncé qu'il entendait bien être présent. «Il l'a confirmé ce matin (dimanche matin)», a-t-il confié.

Le Suisse n'a plus joué depuis... l'Open d'Australie 2020, où il avait été éliminé en demi-finale par Novak Djokovic. Federer a ensuite été opéré du genou droit. Il avait initialement envisagé de revenir à la compétition au début de l'été sur gazon, mais une convalescence plus longue que prévu et l'épidémie du Covid-19 l'ont finalement poussé à tirer un trait sur le reste de cette année 2020. Sauf contre-ordre, on devrait donc le retrouver en Australie au début de l'année prochaine. Tous ceux qui se rendront aux Antipodes devront observer une quarantaine de deux semaines. Une bulle sera prévue entre hôtels et courts d'entrainement afin de permettre aux joueuses et aux joueurs, qui devraient débarquer autour de la mi-décembre, de se préparer dans les meilleures conditions possibles. «Le fait que l'US Open et Roland-Garros aient pu se tenir, dans deux pays où le taux d'infection est très élevé, est une bonne nouvelle et nous avons beaucoup appris de ces deux évènements», assure Tiley. L'Open d'Australie est considéré comme un évènement extérieur, pour lesquels les restrictions en termes d'accueil de public sont moins drastiques. «Concernant le public, poursuit Tiley, nous pouvons avoir entre 25 et 50% de ce que nous avions habituellement. La taille du site nous permet de respecter une distanciation entre les gens. Et nous aurons toujours de la musique, des écrans géants où les gens pourront s'asseoir et regarder les matches, mais la sécurité sera évidemment notre priorité, pour le public comme pour les joueurs.» Une fête sécurisée, mais une fête quand même, voilà comment Melbourne envisage son tournoi.

R. S.

ROLAND-GARROS NOVAK DJOKOVIC :

«Pas de raison de conserver les juges de ligne»

NOVAK DJOKOVIC a estimé samedi que les juges de ligne n'étaient plus forcément nécessaires avec les progrès de la technologie dans le tennis. Le Serbe a fait référence à l'US Open, où il avait été disqualifié en 8e de finale après avoir involontairement envoyé une balle sur une juge de ligne.

L'arbitrage fait beaucoup parler en ce moment dans le tennis, et Novak Djokovic en a remis une belle couche samedi. Quelques minutes après avoir validé son billet pour les huitièmes de finale en dominant très facilement le Colombien Daniel Elahi Galan Riveros (6-0, 6-3, 6-2), le Serbe a pointé du doigt les juges de ligne, estimant que leur présence n'était plus nécessaire sur les courts. «Il n'y a pas de raison de conserver les juges de ligne, a lancé le numéro un mondial en conférence de presse. Les ramasseurs de balles, OK, mais les juges de ligne, je ne vois pas pourquoi. Peut-être pouvez-vous me dire s'il y a une raison pour laquelle on doit les garder, mis à part la tradition de ce sport.» Pour Djokovic, les avancées technologiques dans le tennis et en particulier le Hawk-Eye peuvent justifier la suppression des juges de ligne. «La technologie est tellement avancée à l'heure actuelle que je ne vois pas pourquoi on devrait se reposer sur des juges de ligne sur le court, a-t-il estimé. Je ne vois pas pourquoi les tournois, dans le monde entier, n'utiliseraient pas la technique que nous avons au tournoi de Cincinnati.» Le point de vue de Djokovic est renforcé par son expérience récente et malheureuse à l'US Open. Après avoir involontairement envoyé une balle sur une juge de ligne lors de son 8e de finale face à Pablo Carreño-Busta, le «Djoker» s'était vu disqualifié du tournoi, dont il était le principal favori en l'absence de Rafael Nadal et Roger Federer. «À ce moment-là, je risquerais moins de faire ce que j'ai fait à New York s'il n'y avait pas de juge de ligne», a-t-il souligné.

R. S.

JEUX D'ÉCHECS

L'OMSE Bologhine lance la 1ère académie internationale en Algérie

LE CLUB de l'OMSE Bologhine a lancé la première académie internationale de jeux d'échecs en Algérie, avec l'objectif de dynamiser la pratique de cette discipline chez les jeunes en lançant des programmes de formation pour les échéphiles, entraîneurs et arbitres.

«Le club de l'OMSE a des traditions qui remontent aux années 1970 dans la pratique des jeux d'échecs et compte plusieurs champions dans son palmarès. A travers le lancement de cette académie internationale, nous souhaitons attirer les plus jeunes vers cette discipline et les éloigner des fléaux de la société», a déclaré, dimanche à l'APS, l'entraîneur Abdelkrim Yahiaoui.

«Notre objectif sera également de proposer des programmes de formation pour les entraîneurs et arbitres, en collaboration avec la Fédération algérienne (FADE), dans le souci de développer notre discipline et plus tard organiser des compétitions internationales», a-t-il ajouté.

Concernant le lancement de l'académie, le technicien algérien a indiqué que l'»OMSE chess club» a déjà obtenu l'accréditation de la Fédération internationale (FIDE) qui a enquêté pendant sept mois avant de délivrer le précieux sésame.

«Maintenant, nous sommes en discussion avec le ministère de la Jeunesse et des Sports pour obtenir les autorisations de reprise des entraînements, mais le contexte sanitaire actuel engendré par la pandémie de coronavirus freine un peu le lancement officiel de l'académie», a-t-il expliqué.

De son côté, le président de la FADE, Azeddine Brahim Djelloul, a salué cette initiative du club de Bologhine qui constitue la première académie internationale en Algérie, souhaitant que cette démarche va inciter les clubs des autres régions du pays (Est, Ouest, Sud) à faire de même en lançant leur propre académie comme cela se fait dans les autres pays.

«A titre d'exemple, la Tunisie possède une dizaine d'académies internationales, a-t-il fait savoir. Ce projet ambitieux va permettre de prospecter et détecter de jeunes talents au niveau des écoles puis les faire progresser avec des entraîneurs qualifiés».

Le président de la FADE a également indiqué que cette académie allait permettre aux jeunes échéphiles algériens de participer aux compétitions internationales et ainsi progresser en se frottant à d'autres joueurs de niveau supérieur.

R. S.

MERCATO

Accord trouvé entre Manchester United et Edinson Cavani !

Cela ressemble à la fin d'un très long feuilleton. À un peu plus de deux jours de la fermeture du marché des transferts, Edinson Cavani est sur le point de rejoindre Manchester United. L'attaquant de 33 ans vient de trouver un accord avec le club anglais.

Et non, ça ne sera finalement pas l'Atlético de Madrid pour Edinson Cavani. Ce matin, la presse espagnole assurait que l'attaquant avait revu ses exigences financières à la baisse pour rejoindre les Colchoneros d'un certain Luis Suarez, son compère depuis plus de dix ans en équipe nationale. Seulement, Manchester United n'avait pas encore dit son dernier mot et, visiblement, c'est bien le club anglais qui va parvenir à ses fins avec l'ancien Parisien.

Selon les informations de ESPN, un accord a été trouvé ce samedi après-midi entre la direction des Red Devils et les représentants de l'attaquant, notamment son demi-frère qui est aussi son agent. L'accord porte sur un contrat de deux saisons mais aucun montant sur le salaire n'a filtré pour le moment. Et alors que le mercato ferme ses portes lundi soir, le joueur devrait passer sa visite médicale à Paris demain matin pour une annonce officielle ce dimanche ou lundi.

Cela ressemble à la fin d'un très long feuilleton pour celui qui réclamait 10 M€ de salaire par saison. Cela avait de quoi refroidir pas mal de monde. En fin de contrat avec le PSG, l'attaquant de 33 ans avait refusé de prolonger pour disputer le Final 8, de peur de se blesser ce qui l'aurait handicapé dans la recherche d'un nouveau club. Avant de tomber d'accord avec Manchester United, Cavani et son entourage ont sondé à peu près toutes les grandes écuries européennes. Il y a même eu Boca Juniors. La rumeur d'un retour au PSG, qui cherche toujours un attaquant, a aussi fait son chemin mais il a surtout été proche de Benfica. Tout était réglé avec la formation portugaise avant que celle-ci ne se rétracte au dernier moment pour avoir dépassé ses limites autorisées. Manchester United avait été sondé une première fois avant de voir les noms du Real Madrid, du FC Barcelone, de l'Inter, de la Juventus et enfin de l'Atlético de Madrid défiler. Non, c'est bien en Angleterre qu'on reverra Cavani. D'un coup, la rencontre de Ligue des Champions entre le PSG et MU le 20 octobre prochain revêt une saveur toute supplémentaire.



L'OLYMPIQUE LYONNAIS SCELLE LE MERCATO DE MEMPHIS DEPAY ET HOUSSEM AOUAR

APRÈS plusieurs semaines de négociations, les deux joueurs vont finalement rester à Lyon. La direction de l'OL a décidé ce samedi de stopper les négociations pour ses deux joueurs majeurs.

L'Olympique Lyonnais sonne le glas des espérances de Memphis Depay et Houssem Aouar. Récemment, Jean-Michel Aulas avait déjà fixé une date butoir pour que la situation des deux intéressés se décante. Celle-ci avait finalement été repoussée par la direction du club rhodanien à samedi midi pour permettre de finaliser enfin ces dossiers brûlants.

Mais ni le FC Barcelone pour Depay, ni la Juventus, le PSG ou encore Arsenal et le Real Madrid pour Aouar, ne sont parvenus à trouver un accord avec l'OL. Résultat, les pensionnaires du Groupama Stadium ont tranché : aucun des deux joueurs ne quittera l'Olympique Lyonnais lors de ce mercato révèle ainsi RMC Sport.

L'international néerlandais et le numéro huit français sont attendus samedi à 18 heures à l'entraînement dirigé par Rudi Garcia, et seront convoqués pour le match de dimanche face à l'OM (match à suivre en direct commenté sur notre live). Et pourtant, l'ailier gauche néerlandais poussait toujours vendredi soir pour rallier Barcelone, quand le milieu lyonnais se trouvait toujours en discussions avec la Juventus.

Malheureusement pour eux, cette soirée de vendredi n'aura débouché sur aucun accord, ce qui a poussé les hautes sphères lyonnaises à mettre un terme aux négociations. Rudi Garcia va donc pouvoir pousser un ouf de soulagement après une telle décision.

Si les destins de Memphis Depay et Houssem Aouar sont désormais scellés, le mercato lyonnais n'est pas encore achevé. Ainsi, le cas Jeff Reine-Adélaïde reste en suspend et des arrivées potentielles pourraient intervenir avant la fermeture du marché. R. S.

Comment Ousmane Dembélé paralyse le FC Barcelone

L'ARRIVÉE DE MEMPHIS DEPAY à Barcelone dépend uniquement de l'ailier champion du monde, convoité par Manchester United.

La saison du FC Barcelone a plutôt bien commencé. Les troupes de Ronald Koeman ont obtenu deux victoires convaincantes, face à des adversaires comme Villarreal et le Celta, montrant de belles séquences de jeu. Des joueurs comme Philippe Coutinho semblent être revenus à leur meilleur niveau, alors qu'Ansu Fati continue de régaler. Une entame de championnat idéale donc, mais du côté des dirigeants, on estime qu'il faut encore renforcer l'équipe.

L'entraîneur néerlandais a même confié, samedi en conférence de presse, attendre l'arrivée d'un défenseur central, qui devrait être Eric Garcia, le jeune citizen formé à La Masia, pour lequel Barcelonais et Skyblues négocient depuis un moment déjà. En attaque, cela semble s'être refroidi pour Memphis Depay, désormais considéré intransférable, même si les Barcelonais gardent bien un dernier espoir.

Comme l'explique Mundo Deportivo, tout dépendra d'Ousmane Dembélé. Si le Français n'est pas vendu d'ici lundi soir, Memphis Depay ne pourra pas débarquer en Catalogne. Le FC Barcelone a beau s'être délesté de joueurs comme Arturo Vidal, Ivan Rakitic, Nelson Semedo ou Luis Suarez, ce n'est pas encore suffisant financièrement. Samedi, la sérieuse Cadena SER affirmait que l'ailier tricolore allait rester du côté du Camp Nou, mais les intentions de Koeman à son égard sont claires : il n'est pas titulaire, et le tacticien a même cité Konrad de la Fuente, jeune du Barça B, comme concurrent de l'ancien du BVB. Les Red Devils seraient venus aux nouvelles, pour un prêt notamment, mais cette option ne semble ni satisfaire le joueur ni l'écurie catalane. Si Depay souhaite signer au Barça, il devra donc espérer que Dembélé termine à Old Trafford. Sinon, tout porte à croire qu'il ira jusqu'au bout de son contrat avec l'écurie rhodanienne. On peut imaginer que la situation est la même pour Eric Garcia, puisque le FC Barcelone peine à satisfaire les demandes des Citizens pour le moment... **R. S.**

L'OL propose Tino Kadewere à Dijon et espère toujours Islam Slimani

ALORS que Memphis Depay et Houssem Aouar vont rester à l'OL, le club rhodanien réfléchit toujours à l'opportunité de prendre Islam Slimani. Mais pour que cela se réalise, il faut faire de la place en attaque. L'OL songe à envoyer Tino Kadewere en prêt du côté de Dijon.

Jean-Michel Aulas l'a assuré ce samedi, Memphis Depay et Houssem Aouar vont rester à Lyon cette saison. Un sacré coup pour le club rhodanien qui va donc garder ses forces vives pour la saison qui a déjà débuté. Rudi Garcia va donc pouvoir compter sur les deux stars lyonnaises, mais aussi et sans doute sur Moussa Dembelé qui n'a pas non plus trouvé chaussure à son pied en cette fin de mercato. Reste que l'OL est à la peine offensivement malgré pléthore de joueurs. C'est la raison pour laquelle le septuple champion de France songe à recruter Islam Slimani, plus vraiment en odeur de sainteté à Leicester et qui s'entraîne toujours en marge du groupe depuis le début de la saison. Mais pour recruter l'international algérien qui a régalé la saison passée en Ligue 1 à l'AS Monaco (19 matches - 9 buts pour 7 passes décisives) et qui est également convoité par le club anglais de West Bromwich Albion, Lyon doit faire de la place.

Selon nos informations, l'OL songe à envoyer Tino Kadewere, la recrue estivale offensive arrivée en provenance du Havre (20 buts en 24 matches de L2 l'an passé), en prêt. Titularisé qu'une seule fois depuis le début de saison, l'international zimbabwéen qui était rentré au pays en raison d'un deuil familial, n'a pas encore marqué avec son nouveau club en quatre apparitions. Et le nouveau numéro 11 lyonnais a été proposé à Dijon, en quête d'un attaquant depuis plusieurs semaines. **R.S.**

ITALIE

Matteo Salvini est-il fini ?

« **LE PLUS** dur n'est pas d'atteindre le sommet, mais d'y rester », paraît-il. Si Matteo Salvini ignorait ce dicton, sa carrière politique est en train de l'illustrer pour lui. Jadis homme fort de l'Italie , capable de faire la pluie et le beau temps au gouvernement avec sa double casquette de vice-président du Conseil et de ministre de l'Intérieur de juin 2018 à septembre 2019, le trublion de (l'extrême-) droite et le leader de la Ligue semble marquer le pas. Constat d'autant plus féroce ce samedi, jour de son procès pour « abus de pouvoir et de séquestration de personnes », lorsqu'il avait bloqué, à l'été 2019, 116 migrants à bord d'un navire des garde-côtes italiens durant plusieurs jours.
Certes, le procès a été reporté ce matin, légère bouffée d'oxygène pour un homme qui semble à bout de souffle. Il n'empêche, entre ce procès et la déroute des élections régionales, la forme politique de Matteo Salvini n'est pas au beau fixe.
Comment l'expliquer ? « Matteo Salvini s'est fait connaître par ses déclarations extrêmement vigoureuses et violentes, mais cela s'est essoufflé en raison de son manque de résultat concret par rapport à ses promesses. Les Italiens ont fini par se dire que c'était bien gentil, son occupation des réseaux sociaux ou ses discours tonitruants, mais que dans les faits il ne se passait pas grand-chose », souligne Ludmila Acone, docteure en histoire de l'Italie.
Pour Marc Lazar, professeur des universités en histoire et sociologie politique, spécialiste de l'Italie, la fin de l'ascension débute à l'été 2019 par un péché d'orgueil. Fort de ses résultats historiques aux européennes et de sa cote de popularité record, Matteo Salvini demande à dissoudre les chambres du Parlement italien, pour s'arroger encore plus de pouvoir. Pari manqué puisqu'il y perdra au contraire sa place au gouvernement. Marc Lazar développe : « Cela l'a directement mis dans une position affaiblie, puisqu'il ne disposait plus d'autant de pouvoir et surtout de présence médiatique, n'appartenant plus au gouvernement. Or, sa force première venait de sa médiatisation. Il est en campagne permanente pour lui et son parti. »
Ensuite, Matteo Salvini s'est fait doubler dans ses thèmes chers par meilleure que lui : Giorgia Meloni, présidente des Frères d'Italie (parti de droite souverainiste). Ludmila Acone, toujours : « Elle porte la parole de la droite dure avec plus de subtilité et d'esprit politique. Même si son parti est issu d'une volonté de recréer un mouvement fasciste et qu'à la base ses adhérents sont très nostalgiques de Mussolini, elle prend soin de ne pas le rappeler tous les quatre matins. » Et niveau influence, là où Matteo Salvini en a perdu, Giorgia Meloni en a glané, devenant présidente du Parti des conservateurs et réformistes européens. « Elle applique un discours dur mais plus concret, développe Ludmila Acone, et fait moins de commentaires sur les migrants. »
Car c'est là aussi l'un des problèmes actuels de Matteo Salvini : le thème monolithique de ses discours, les migrants, est beaucoup moins porteur en période de crise sanitaire et économique pour l'Italie. « Ce n'est pas que les Italiens se sont mis à apprécier les migrants, tempère Marc Lazar. **R. I.**

ÉTATS-UNIS

Trump annonce qu'il va «beaucoup mieux» et sera «bientôt de retour»

Comment va Donald Trump ? Le président américain en personne a répondu à cette question samedi soir. Dans une vidéo diffusée sur Twitter, il a assuré qu'il se sentait « beaucoup mieux » et a promis qu'il serait « bientôt de retour ». Surtout, le chef de la première puissance mondiale, 74 ans, a reconnu que l'inquiétude a pu être de mise : « Je suis venu ici, je n'allais pas très bien ».



Pour Donald Trump, cet évènement ne devrait en fait être qu'une parenthèse dans la course à la Maison-Blanche. « Je me sens beaucoup mieux maintenant, nous travaillons dur pour que je me remette tout à fait. Je pense que je serai bientôt de retour et j'ai hâte de finir la campagne comme je l'ai commencée », a expliqué le président qui est soigné depuis vendredi à l'hôpital militaire Walter Reed à Bethesda, en banlieue de Washington.
Ces déclarations ne lèvent cependant pas complètement tous les doutes. Plus tôt dans la journée, une source ayant connaissance de son état de santé avait donné sous condition d'anonymat une description alarmiste à des journalistes : « Les signes vitaux du président ces dernières 24 heures ont été très inquiétants, et les 48 prochaines heures seront critiques en termes de soins. Nous n'avons toujours pas emprunté une voie claire vers le rétablissement ». La vidéo de Donald Trump n'est pas datée et apparemment filmée à l'hôpital, mais on ignore si elle a été faite avant ou après ces précisions données, selon plusieurs médias américains, par le chef de cabinet de la Maison-Blanche, Mark Meadows.
Mais, Donald Trump n'est pas le seul à donner des nouvelles rassurantes. Le médecin de la Maison-Blanche a lui aussi délivré samedi un message à la tonalité optimiste. « Ce matin, le président va très bien », a ainsi déclaré Sean Conley. Donald Trump a souffert de fièvre, de toux, de congestion légère et de fatigue, selon lui, mais les symptômes « se réduisent et s'améliorent », a-t-il dit. Il n'a plus eu de fièvre depuis 24 heures, et son taux de saturation en oxygène était normal à 96 %, a-t-il ajouté.
Dans sa vidéo, Donald Trump tente également d'éteindre les polémiques. « Je n'avais pas d'autre choix » que de prendre le risque d'être exposé, a-t-il déclaré. « Parce que je ne voulais tout simplement pas rester à la Maison-Blanche. Il fallait que je sorte (…) Je ne peux pas rester enfermé dans une pièce à l'étage et totalement en sécurité. En tant que dirigeant, vous devez affronter des problèmes. Aucun grand dirigeant n'aurait jamais fait cela » (rester confiné, N.D.L.R.). **R. I.**

SOUDAN

Accord de paix entre gouvernement et mouvements rebelles

LE GOUVERNEMENT soudanais et les chefs de mouvements rebelles ont signé, samedi à Juba (Soudan du Sud), un accord de paix historique, qui doit mettre un terme à 17 ans de conflit et de souffrances, rapportent des médias.
Des représentants du gouvernement de transition soudanais et de mouvements rebelles, ainsi que des diplomates tchadiens, qataris, égyptiens, de l'Union africaine (UA) et des Nations unies, ont participé à la cérémonie dans la capitale du Soudan du Sud voisin, selon les mêmes sources.
Peu avant la signature de cet accord, Mini Arko Minawi, à la tête du principal mouvement rebelle du Darfour (ouest), le Mouvement de libération du Soudan (SLM) a affirmé que «la signature de l'accord aujourd'hui marque une date importante pour le Soudan et le Soudan du Sud. Elle représente la fin des souffrances pour de nombreux Soudanais, vivant à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.
Dans un communiqué publié samedi, le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok a espéré, de son côté, que la paix permettra «le développement, le progrès et la prospérité avant d'ajouter: «Le processus de paix fait face à des défis que nous devons surmonter à travers une action commune».
Les autorités soudanaises, un pouvoir hybride de militaires et de civils en place après une révolte populaire ayant mis fin en avril 2019 à 30 ans de règne d'Omar al-Bachir, ont fait de la paix avec les mouvements rebelles leur priorité.
Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a salué l'accord de paix signé samedi entre le gouvernement de transition du Soudan et des mouvements rebelles lors d'une cérémonie à Juba, la capitale du Soudan du Sud.
«La signature de l'accord de paix de Juba signale le début d'une nouvel ère pour le peuple du Soudan», s'est félicité M. Guterres, dans un message vidéo.
Le SG de l'ONU a indiqué que la signature de cet accord «représente une étape majeure sur le chemin pour atteindre une paix durable et un développement inclusif, félicitant les signataires pour avoir œuvré envers l'objectif commun de la paix», malgré les difficultés posées par la pandémie de Covid-19.
Il a également salué le gouvernement du Soudan du Sud pour avoir facilité ces négociations «dans des circonstances difficiles».
Cette cérémonie a «un sens particulier pour le peuple du Darfour, offrant de l'espoir pour un avenir plus pacifique et prospère», a encore dit M. Guterres, soulignant que les Nations unies «sont fières d'avoir soutenu le chapitre des pourparlers consacré au Darfour à travers sa Mission conjointe avec l'Union Africaine (MINUAD) dans cette région de l'ouest du Soudan».
«Maintenant, il est important que l'accord se traduise par des améliorations tangibles dans la vie des gens», a insisté le secrétaire général onusien.
L'accord de paix comprend des protocoles portant sur les arrangements sécuritaires, le partage du pouvoir et des richesses, la compensation des personnes déplacées et des réfugiés, la propriété des terres ainsi que la réalisation de la justice et du développement.
Depuis octobre 2019, le Soudan du Sud fait office de médiateur entre le gouvernement et les mouvements armés soudanais des régions du Darfour, du Kordofan du Sud et du Nil bleu.

R. I.

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de la Communication

Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel
Sixième édition, 2020

«La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du **«Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel»**, dans sa cinquième édition, comptant pour l'année 2020, qui sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2020.
Ce prix a été institué par décret présidentiel N° 15-133 du 02 Chaabane 1436 correspondant au 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes Algériens durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

OBJECTIFS:
- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite.
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

Catégories du prix :
- L'information écrite : article de fond, critique, éditorial, reportage ou enquête.
- L'information télévisuelle : reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées.
- L'information radiophonique : émission d'information, reportages, et enquêtes.
- La presse électronique : meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
L'illustration : photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale.

Conditions de participation :
- Etre de nationalité Algérienne ;
- Etre titulaire de la carte nationale de journaliste professionnel ;
- Ne pas être membre du jury ;
- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse.
Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période 2019-2020.

Thème du concours: «La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »

Modalités d'attribution du prix :
Le jury procédera à la sélection des trois lauréats dans chacune des 05 catégories. Le prix sera décerné à la meilleure œuvre des trois lauréats. En plus du certificat de mérite, les lauréats des quatre premières catégories bénéficieront d'une récompense financière dont le montant est fixé comme suit :
- Un million de dinars (1.000.000DA) pour le 1er lauréat
- Cinq cent mille dinars (500.000DA) pour le 2e lauréat
-Trois cent mille dinars (300.000DA) pour le 3e lauréat

Pour la cinquième catégorie, l'auteur de la meilleure illustration bénéficiera d'une récompense financière de l'ordre de cent mille dinars (100.000 DA).

Dossier de candidature :
Les dossiers de candidatures doivent contenir les documents et pièces qui suivent :
a) Pièces administratives :
- Copie de la carte nationale du journaliste professionnel.
- Attestation de travail datée de moins de trois mois.
b) Œuvre objet de participation :
- L'œuvre faisant objet de participation doit être remise dans les conditions et les normes techniques requises.
c) Formulaire de candidature portant ce qui suit :
- Données personnelles sur le candidat ;
- Données relatives a l'œuvre objet de participation ;
- Justificatif de diffusion ou de publication de l'œuvre, signé conjointement par le candidat et la direction du média employeur.

Dépôt des dossiers :
Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la république du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.
- Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi,
- Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication

La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 18 octobre 2020.
Formulaire de candidature :

Voir le lien de téléchargement sur le site web du Ministère de la communication:
http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr

Le Jeune Indépendant du 05/10/2020 /ANEP gratuit 0067

Roland Garros. Insolite : quand Djokovic se met à ratisser la terre battue



La décision de fermer le toit du central ayant été trop tardive, la pluie a trempé la terre battue et interrompu le match de Djokovic- Galan. Pour que le match reprenne au plus vite, le Serbe n°1 mondial a pris le râteau pour aider les services techniques à remettre le court en état.

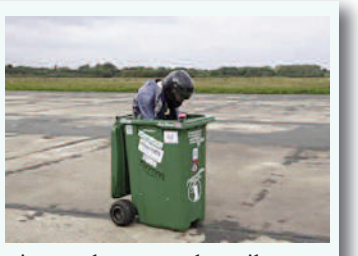
La pluie a interrompu à 19h15 les deux derniers matchs de la 7e journée de Roland-Garros y compris, le temps de fermer le toit, sur le court Philippe-Chatrier où Novak Djokovic donnait une leçon à Daniel Galan.

Sur le Suzanne-Lenglen, Garbine Muguruza et Danielle Collins ont été renvoyées au vestiaire alors qu'un déluge s'abattait sur Paris. Muguruza menait 1-0 et 30-15 sur son service au premier set. Sur le Central, les joueurs ont continué à jouer tandis que le toit se fermait, mais comme il faut 15 minutes pour effectuer la manœuvre et que la pluie s'intensifiait, la partie a finalement été suspendue 15 minutes. Djokovic menait 6-0, 2-1 et avantage sur son service après 50 minutes de jeu. Dès la reprise, il a remporté son jeu pour mener 3-1.

Djokovic au râteau

La décision tardive d'interrompre le jeu sur le Central a obligé les services d'entretien à revenir avec une brouette de terre battue et un râteau pour le remettre en état. Même Djokovic a donné un coup de main en donnant quelques coups de râteau.
Le Suzanne-Lenglen était toujours bâché quand le jeu a repris sur le Chatrier à 19h30.

À 70 km/h en poubelle à roulettes, à 100 km/h en chaise roulante



Un jeune ingénieur britannique a établi dimanche un nouveau record du monde de vitesse en poubelle à roulettes en atteignant 45,35 mph, soit environ 72 km/h. Andy Jennings, âgé de 28 ans, a transformé sa poubelle en véritable bolide de course. Il a signé sa performance sur un terrain d'aviation à Elvington, théâtre dimanche d'autres records de vitesse, dont ceux des toilettes et de l'abri de jardin les plus rapides, à respectivement 71 et 170 km/h.
Jason Liversidge, 44 ans et paralysé à 95% à cause d'une maladie dégénérative, a été l'une des stars de l'événement en atteignant 106 km/h sur sa "chaise roulante" électrique aménagée.

CETTE VILLE N'A PLUS DE PLACE POUR ENTERRER SES MORTS: UNE SOLUTION DIVISE L'OPINION

LA DENSITÉ DE POPULATION, le manque d'espace et le prix exorbitant des concessions funéraires poussent les Hongkongais à se tourner vers des solutions alternatives pour enterrer leurs proches. Elles suscitent toutefois un profond débat culturel dans la société...Avec près de 7.000 habitants au kilomètre carré, Hong Kong est l'une des villes les plus densément peuplées de la planète. L'exiguïté de son territoire, 1.100 km², éparpillé sur 260 îles, vient encore davantage compliquer la situation. Enfin, seul 25% de cette superficie s'avère réellement habitable. Conséquences? Les prix de l'immobilier atteignent des sommets, les loyers explosent, la taille des appartements se réduit et certains résidents n'ont d'autre choix que de vivre dans des "placards à balais" dont l'existence suscite l'incrédulité et un profond sentiment de... claustrophobie .

Cimetières inabordables
Mais alors que les vivants cherchent à se loger, les morts eux peinent de plus en plus à trouver l'espace nécessaire à leur repos éternel. Hong Kong n'a en effet plus de place pour enterrer ses 50.000 défunts annuels. Le prix d'une tombe privée y coûte aujourd'hui près de 25.000 euros et la crémation n'offre pas beaucoup plus d'avantages: il faut attendre, en moyenne, quatre ans pour qu'une place se libère dans une urne funéraire, relate Slate. Confrontées à ce contexte complexe, des entreprises funéraires tentent d'innover en la matière.

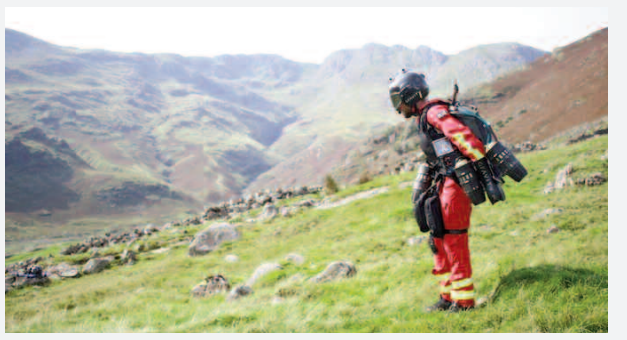
"Diamant mémoriel"
La dernière tendance consiste ainsi à transformer les cendres de ses proches... en diamant. Le concept a été lancé en 2004 par la société suisse Algordanza et séduit la mégapole chinoise depuis quelques années. Le "produit", un peu déroutant, se présente sous la forme d'un "diamant mémoriel" confectionné avec 500 grammes de cendre, dont la couleur varie d'un "client" à l'autre. "Le diamant mémoriel est esthétique, pratique, et permet aux familles de faire un deuil plus rapide. Il crée une sensation de proximité", explique Winnie Hao, la gestionnaire du siège hongkongais.

Solution "bon marché"
La solution, discutable, a le mérite d'être "bon marché", avec une entrée de gamme autour de 3.500 euros. Mais elle s'expose aussi à un tabou culturel: "Ici, les vivants et les morts doivent rester le plus éloignés possible les uns des autres", rappelle Ting Guo, professeur de théologie. "L'intimité avec la mort est vraiment proscrite. Alors la porter sous forme de diamant...", ajoute-t-il. D'autres détracteurs dénoncent quant à eux une vision mercantile de la mort, voire sa "banalisation", et l'exploitation sacrilège de la dépouille humaine.

Les pompiers pourront bientôt se déplacer... en jet-pack

POUR LES SERVICES DE SECOURS, gagner du temps est crucial afin de sauver des vies. Alors, le Royaume-Uni expérimente un nouveau moyen de transport assez inattendu, pour accéder aux zones isolées ou difficiles d'accès : le jet-pack.
En cas de malaise, de fracture ou d'accident, les pompiers viendront-ils à l'avenir vous sauver en jet-pack, ce propulseur à réaction qui permet à un homme de voler ? C'est en tout cas ce qu'est en train de tester le Royaume-Uni dans une région reculée de l'Angleterre. Comme le rapporte la BBC, un premier vol d'essai a eu lieu ce 25 septembre dans une région montagneuse du nord du pays : le Lake District. Et cette première expérience s'annonce prometteuse.

Les secouristes n'ont qu'à bouger leurs mains pour se diriger
Concrètement, un secouriste enfile une combinaison équipée d'un jet-pack en quelques dizaines secondes à peine. Avec deux moteurs à chaque bras et un dans le dos, il n'a plus qu'à se laisser porter et à se diriger en bougeant les mains.
Aucun permis particulier n'est exigé pour pouvoir utiliser le jet-pack mais des entraînements pour les secouristes sont prévus. En plus de l'équipement lui permettant de se déplacer dans les airs, le secouriste embarque également avec lui, fixés à ses



jambes et sur sa poitrine un kit médical, comprenant notamment un défibrillateur et des médicaments anti-douleur.
Gain de temps considérable Le Great North Air Ambulance Service (GNAAS), service d'urgence aérien à but non-lucratif du nord de la région, explique que dans certaines zones difficiles d'accès, là où il fallait auparavant près de 25 à 30 minutes à pied, cela ne prendra plus que 90 secondes à un secouriste en jet-pack pour arriver sur les lieux d'un accident.
Un gain de temps considérable dans cette région reculée où près d'une douzaine de personnes ont besoin d'être secourues chaque mois, principalement des promeneurs.
« Grâce au jet-pack, ce qui aurait pris une heure ne prend désormais que quelques minutes. Cela peut faire la différence entre la vie et la mort », souligne Andy Mawson, chef du GNAAS, cité par la BBC.
« Nous avions ce besoin d'aller plus vite. Mais nous ne savions pas comment faire. Là, nous avons une solution, nous venons de la voir en œuvre et honnêtement, c'est magnifique », a-t-il poursuivi.

Les hélicoptères et autres appareils resteront nécessaires
L'exploit technologique a été rendu possible par un partenariat de plusieurs années avec Gravity Industries, une société spécialisée dans les jet-packs. Ces équipements ne remplaceront toutefois pas les hélicoptères. Ces derniers resteront actifs dans ce parc naturel. Le jet-pack sera un moyen d'intervention complémentaire, afin de parvenir jusqu'au patient plus rapidement. Pour le transporter à l'hôpital, les moyens aériens habituels perdureront. Reste à savoir quand ce projet pourra être développé à grande échelle. « Nous avons aujourd'hui les possibilités techniques d'utiliser cet équipement. Mais il nous manque encore les ressources financières et logistiques pour être opérationnels », précise le GNAAS. Aucune date n'a été annoncée.

Les bots ne représentent que 4 % du contenu anti-vaccin publié sur Twitter

Technologie : Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les bots ont finalement très peu d'incidence sur la propagation de théories anti-vaccination sur Twitter. Contrairement aux utilisateurs humains.



Selon une étude publiée par des chercheurs de l'université de Sydney, les bots de Twitter ne jouent que peu ou pas de rôle dans la propagation de discours complotistes concernant les vaccins. Selon cette étude, moins de 4 % de la désinformation concernant la vaccination exposée aux utilisateurs de Twitter provient des robots, le reste provenant d'interactions entre humains.

L'étude a examiné l'activité Twitter de plus de 53 000 utilisateurs sélectionnés au hasard aux Etats-Unis et a suivi leurs interactions avec les tweets liés au vaccin de 2017 à 2019. Ces utilisateurs étaient répartis sur l'ensemble des Etats-Unis, les lieux les plus courants étant la Californie, New York et le Texas, qui représentaient respectivement 12,3 %, 9,2 % et 9,1 % des utilisateurs sélectionnés.

En examinant 20 millions de tweets liés aux vaccins, les chercheurs de l'université de Sydney ont constaté que pour la plupart des utilisateurs, l'exposition à des contenus anti-vaccins était relativement peu fréquente, et l'exposition à des robots qui publiaient de tels contenus était encore plus rare. Pendant les deux ans qu'a duré l'étude, un utilisateur type a été exposé en moyenne à 757 tweets liés au vaccin, dont 27 comportaient un contenu critique sur le sujet, et aucun ne provenait de robots.

LE DOUTE SE PROPAGE

Par ailleurs, les résultats indiquent que 36,7 % des utilisateurs ont publié ou retweeté des contenus liés au vaccin. En comparaison, seulement 4,5 % des utilisateurs ont retweeté un tweet anti-vaccin, et seulement 2,1 % des utilisateurs ont retweeté ce contenu à partir d'un bot. La principale différence entre cette étude et ce qui a été fait dans le passé, explique Adam Dunn, chercheur à l'Université de Sydney, interrogé par ZDNet, est qu'elle mesure ce que les gens regardent plutôt que de simplement compter ce que les utilisateurs de Twitter publient.

D'autres études, comme celle réalisée par l'université Carnegie Mellon au début de l'année, qui a révélé que près de la moitié des 200 millions de tweets postés sur les coronavirus de janvier à juin provenaient de robots, se sont uniquement concentrées sur la quantité de contenu créé par les bots. Plutôt que de compter le nombre de messages créés par les robots de Twitter, les chercheurs de cette nouvelle étude ont mesuré le degré d'exposition et d'engagement des utilisateurs à l'égard des tweets relatifs au vaccin provenant de robots.

Les chercheurs ont compté un tweet ou un retweet lié au vaccin publié par un compte qu'un utilisateur suivait comme une exposition potentielle, tandis que l'engagement a été mesuré en identifiant les tweets liés au vaccin qui ont été retweetés par les utilisateurs. « C'est une différence fondamentale et vraiment importante, car je pense que cela a potentiellement eu un impact sur les politiques et le type de règles auxquelles les plateformes de médias sociaux ont consacré leur temps », relève Adam Dunn.

DES BOTS INAUDIBLES

L'étude révèle également que pour les utilisateurs de Twitter appartenant à des communautés qui s'intéressent davantage au thème de la vaccination en général, qui représentent 5,8 % des utilisateurs sélectionnés, la grande majorité ne s'est jamais intéressée aux messages sur les vaccins provenant de bots. Au lieu de cela, ils se révèlent davantage engagés par des contenus critiques sur les vaccins postés par d'autres utilisateurs humains dans leurs communautés. Le pourcentage d'utilisateurs de ce sous-groupe qui a retweeté des bots au moins une fois était inférieur à 10 % pendant les deux années de l'étude.

Etant donné le faible impact des bots Twitter sur le discours sur les vaccins aux Etats-Unis, les chercheurs pensent qu'allouer des ressources pour éliminer les bots pourrait être moins efficace que de fournir des outils pour améliorer l'éducation aux médias et développer des interventions de communication personnalisées ciblant les communautés où le contenu critique pour les vaccins est le plus courant.

Sur le thème des vaccins, Facebook a pris diverses mesures pour rendre la désinformation anti-vaccination plus difficile à trouver, tout en élevant le niveau des informations faisant autorité sur les vaccins. Le géant des médias sociaux n'a toutefois pas supprimé complètement les groupes.

UN ENCADREMENT À MENER AVEC PRÉCAUTION

Des mesures qui se révèlent inefficaces, selon Adam Dunn. « Les plateformes de réseaux sociaux font beaucoup pour essayer de se débarrasser des robots ou mettre moins en valeur les opinions postées avec de mauvaises intentions, mais il s'agit d'une approche fondamentalement mauvaise.

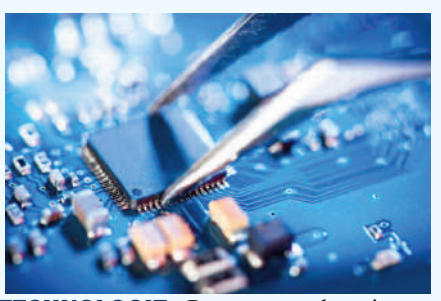
Ce que les plateformes devraient plutôt faire, c'est d'aider à éduquer les utilisateurs des médias sociaux afin qu'ils puissent être protégés contre la désinformation et s'empêcher de la transmettre », estime ce dernier.

« Les personnes qui publient des informations erronées sur la santé en ligne ne sont pas des trolls vivant sous les ponts et essayant de manger des chèvres ou des hobbits ; ce sont juste des personnes comme vous et moi. Il s'agit rarement de campagnes malveillantes de la part de gouvernement étrangers. C'est juste qu'il est pratique pour nous d'essayer de trouver d'autres personnes à blâmer pour les raisons pour lesquelles les gens ne vaccinent pas leurs enfants, pourquoi ils ne portent pas de masques et pourquoi ils boivent de l'eau de javel », regrette-t-il.

En attendant, Twitter a introduit depuis le milieu de l'année des étiquettes pour accompagner les tweets trompeurs, contestés ou non vérifiés, concernant la désinformation sur les vaccins et le coronavirus, afin de freiner la diffusion d'informations fausses et nuisibles sur la crise mondiale. Le réseau social a également commencé à étiqueter les tweets comme trompeurs s'ils fournissaient des informations inexactes sur le vote et le processus électoral. Twitter a utilisé cette nouvelle fonctionnalité pour mettre des étiquettes d'avertissement sur plusieurs des tweets de Donald Trump, tout au long de l'été et au début de l'automne.

De même, Facebook a mis en place des mesures pour lutter contre la diffusion d'informations erronées sur la Covid-19 en alertant les utilisateurs lorsqu'ils ont interagi avec des contenus faux ou dangereux. Ces mesures ne sont toutefois pas étendues à la désinformation anti-vaccination. L'entreprise hésite également à vérifier les faits de la publicité politique « parce que nous pensons qu'il est important que le débat ait lieu ».

Intel remporte un contrat d'envergure avec l'armée américaine



TECHNOLOGIE : Pour contrer la puissance chinoise, les Etats-Unis cherchent à favoriser les entreprises nationales pour faire renaître son industrie électronique. A commencer par Intel, qui vient de conclure un méga-contrat avec l'armée américaine.

Joli coup pour Intel. Le fondeur américain a annoncé ce vendredi avoir remporté la seconde phase d'un appel d'offres qui va le conduire à assister l'armée américaine pour la fabrication de semi-conducteurs dédiés.

Au terme de ce contrat, Intel aidera l'armée à développer des prototypes de puces en utilisant sa technologie de conditionnement des semi-conducteurs.

Cette technologie de conditionnement permet de combiner des morceaux de puces appelés "chiplets" provenant de différents fournisseurs en un seul boîtier, ce qui permet d'intégrer davantage de fonctionnalités dans un produit fini plus petit, tout en réduisant sa consommation d'énergie.

Pour rappel, Intel avait déjà remporté une partie de la première phase du contrat en 2019. Il s'agit d'une affaire capitale pour l'armée américaine, qui cherche à stimuler l'industrie américaine des semi-conducteurs face à la concurrence enragée des pays asiatiques, qui comptabilisent 75 % de la capacité mondiale de fabrication de puces, dont une grande partie en Corée du Sud ou à Taïwan, mais aussi chez les adversaires chinois ou nord-coréens.

Favoriser les fondeurs américains

Si les concurrents d'Intel, TSMC et Samsung disposent de technologies de conditionnement similaires, seul Intel est capable de produire ces semi-conducteurs sur le sol américain, où le fondeur dispose d'usines pleinement opérationnelles dans l'Oregon ainsi qu'en Arizona. « Je pense que l'un des domaines dans lesquels nous pouvons avoir le plus d'impact sur la Chine au sens large est le redéveloppement de la microélectronique », explique Ellen Lord, principal acheteur d'armes du Pentagone, lors d'une audition se tenant ce jeudi devant la commission des services armés du Sénat américain.

Ce nouveau partenariat constitue pour les autorités américaines une nouvelle marque d'engagement face à la Chine. Washington cherche aujourd'hui à bloquer tout transfert de technologie vers le rival chinois. C'est pourquoi le fondeur chinois SMIC pourrait bien rejoindre Huawei et ZTE sur la liste noire des Etats-Unis.

Pour rappel, le gouvernement américain a déjà placé Huawei sur liste noire en mai 2019.

Depuis, le chinois ne peut plus accéder aux services Google Mobile et ne peut plus héberger le Play Store sur ses téléphones. Depuis septembre dernier, de nouvelles sanctions empêchent le constructeur chinois de s'approvisionner en puces.

Le Forfait + à 200 DA L'ANNONCE

*UNE PETITE ANNONCE DE 4 LIGNES DONT CHACUNE COMPRENDRAIT - 26 SIGNES (ESPACE COMPRIS)



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA

*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

*****

IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL

******

FLASHAGE
Centre, Est : LJI

******

DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP

******

TIRAGE
3500 exemplaires

******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

CONTACTEZ AUSSI
ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59

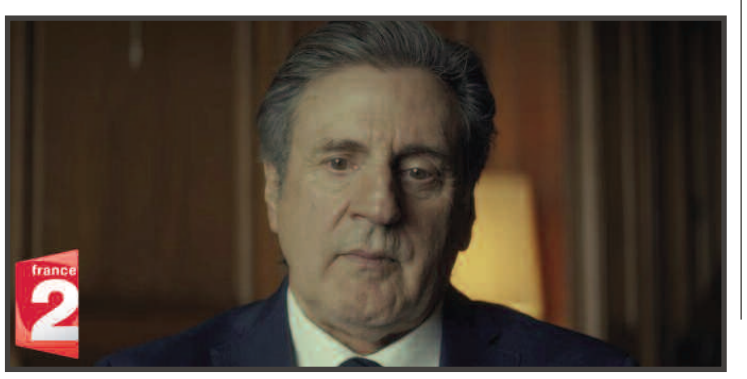
******

BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36
• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax :
(026) 22.95.62
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64
• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
• Tipasa
B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2020

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h00 Cinéma - Comédie
Eyjafjallajökull Le volcan

20h05 Série dramatique (2020 - France)
Le mensonge

20h05 Téléréalité Saison 15 - : Soirée 4 (1/2)
L'amour est dans le pré

20h10 Série policière (2020 - France)
Engrenages

20h05 Cinéma - Film d'aventures
Etats-Unis - 2007
Pirates des Caraïbes : jusqu'au bout du monde

19h50 Cinéma - Film d'horreur
Allemagne - 2018
Fear Challenge

20h00 Série humoristique
Kaamelott

20h05 Cinéma - Thriller
L'enquête

20h00 Cinéma - Comédie
Le retour de Don Camillo

20h19 Cinéma - Film de science-fiction
Alien : Covenant

19h50 Cinéma - Comédie
Le correspondant

20h00 Cinéma - Film d'action
Avengers : l'ère d'Ultron

20h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série humoristique (2020 - Grande-Bretagne)
Saison 2 - Épisode 3:

Brassic

Pour meubler une arrière-salle du Rat & Cutter, les garçons projettent de voler un meuble érotique dans un musée local. Arrivés sur les lieux pour mettre leur plan à exécution, ils découvrent qu'un autre gang les a devancés.

21h34 **Série humoristique (2020 - Etats-Unis)**
Saison 4 - Épisode 1: Steady Rain

Better Things

Sam et Gram se rendent à l'aéroport pour récupérer Frankie et Duke qui étaient en visite chez leur père. Après de courtes retrouvailles, la tension grimpe entre Sam et ses filles. Frankie annonce à sa mère qu'elle souhaite organiser une fête pour son anniversaire et plus précisemment une «quinceañera»à laquelle elle souhaite convier son père tandis que Duke donne des conseils à Rich, en pleins déboires sentimentaux...

18h20 **Série dramatique (2016 - Etats-Unis - Italie)**
Saison 1 - Épisode 1:

The Young Pope

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	05:03	12:18	15:35	18:10	19:27	05:08	12:22	15:40	18:15	19:32	05:22	12:37	15:54	18:29	19:46	05:15	12:27	15:48	18:23	19:35	05:29	12:43	16:01	18:37	19:53	05:34	12:48	16:06	18:42	19:57	05:37	12:51	16:09	18:45	20:00

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 6806 — LUNDI 5 OCTOBRE 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	24°	15°
Oran	25°	16°
Constantine	23°	13°
Ouargla	34°	23°

DANS L'ATTENTE DU RETOUR DES FESTIVALS

Reprise des activités culturelles

Depuis plus d'une semaine, le ministère de la culture a relancé les activités culturelles aussi bien dans la capitale que dans les régions du territoire national. Ces activités sont certes réduites sous l'effet du protocole sanitaire pour lutter contre le coronavirus. Il reste cependant le retour des grandes manifestations culturelles comme les théâtres, concerts de musique et surtout les festivals.



Ces dernières années, plus d'une centaine de festivals nationaux et internationaux ont illuminé le ciel de la culture algérienne. Ces belles lueurs se sont éteintes en 2020 et la reprise semble encore incertaine. En cette période du mois d'octobre, l'ambiance culturelle serait à son zénith avec l'avènement du salon international du livre d'Alger, du festival international de la bande dessinée et du festival culturel international de la musique symphonique. Ils n'ont pas eu lieu, cette fois, hélas ! Pourtant, ces évènements ont acquis une réputation nationale considérable dans le monde de la culture, mais les risques de la pandémie ont freiné cet élan. Le festival de la bande dessinée a réussi à promouvoir ce neuvième art dans de gigantesques proportions, alors qu'il était insignifiant. Les éditions Dalimen se sont même spécialisées dans la publication d'albums de bande dessinée.

Ce festival attribue des prix aux meilleures œuvres. Il attire ce qu'il y a de meilleur dans le monde international de la bande dessinée, invitant de grands pays créateurs de cet art comme le Japon, le Canada, les États Unis.

Le festival culturel international de la musique symphonique a atteint lui aussi des sommets, il serait cette année à sa douzième édition. Il avait réuni des orchestres prestigieux d'Égypte, de Syrie , de Chine , et de la Russie . Ce festival a réussi à fidéliser un public unique, si bien qu'à la septième édition, il a fallu ériger un chapiteau géant au ministère de la culture pour contenir un public jamais égalé. Ces dernières années, ce festival a stabilisé ces concerts à l'Opéra d'Alger. Le cinéma est en berne avec le report du film amazigh.

Pour le reste de l'année 2020, il est malheureusement peu probable de voir la tenue du festival du film engagé et celui des musiques anciennes. Mais, l'espoir reste toujours ouvert, quand on pense et on constate le déroulement presque normal en ce mois de septembre du festival du cinéma de Venise, la Mostra, qui a même délivré ses prix prestigieux, dont la lauréate a été une réalisatrice américaine pour son film Nomadland. Ce long métrage a même été une deuxième fois récompensé au festival du cinéma de Toronto ,au Canada, qui a eu lieu tout récemment. Ces deux festivals ont eu lieu avec heureusement sans aucune contamination au coronavirus. Cependant, nos autorités sanitaires sont plus prudentes, préférant remettre à plus tard le retour de ces festivals culturels pour avoir le risque zéro de contamination.

Kamel Cheriti

VIOLÉE ET BRÛLÉE VIVE

La mère de Chaïma demande l'application de le peine de mort

VIOLÉE et brûlée vive, tel est le destin de la jeune Chaïma, tombée entre les mains d'un monstre humain. Le corps calciné de la jeune fille vient d'être découvert dans une station-service délabrée de Thénia, une ville à cheval entre Alger et Boumerdes. Chaïma avait quitté le domicile de ses parents, à Réghaïa (Alger), depuis quelques jours et n'avait plus donné signe de vie. Selon le témoignage de sa mère, Chaïma avait rendez-vous avec son bourreau, qui la harcelait depuis quelques temps. Son assassin est un repris de justice qui l'a menaçait depuis 2016. Une plainte avait même été déjà déposée contre lui. Elle avait accepté de le rencontrer afin de régler ce problème, mais son bourreau lui a choisi un autre destin. Il l'a conduite dans une ancienne station-service à Thénia où il l'a violée et brûlée vive. Après plusieurs jours de disparition, son corps a été retrouvé. Le meurtrier a été arrêté et a reconnu les faits. La mère de Chaima réclame justice et demande son exécution immédiate. Ce dernier, un repris de justice, en a profité pour l'enlever et la conduire vers une ancienne station-service de Thénia où il l'a violée et torturée avant de la brûler vive. Ce n'est qu'après plusieurs jours que le corps a été découvert. Le coupable a été arrêté et a reconnu les faits. Le mère de le jeune chaïma a sollicité les autorités à appliquer le peine de mort contre l'auteur de crime odieux qui a valu à sa petite fille sa vie, et l'émoi de son entourage.

S. N.

LE DGSN À DJANET

Trois nouvelles structures sécuritaires inaugurées

LE DIRECTEUR général de la sûreté nationale (DGSN), Khelifa Ounissi, a procédé avant-hier et lors d'une visite de travail dans la wilaya de Djanet sise au Sud-est du pays, à l'inauguration de plusieurs nouvelles infrastructures de Police, a indiqué un communiqué de la Sûreté nationale.

Trois nouveaux sièges de Police ont été inaugurés par le DGSN Khelifa Ounissi. Il s'agit respectivement du siège de la Brigade mobile de la Police judiciaire (BMPJ) situé dans le quartier Ifri de la ville de Djanet, du siège de la division régionale d'investigation sur l'immigration illégale et enfin d'une base de vie à l'Aéroport Tiksa de Djanet qui a été baptisé au nom du moudjahid «Machar Akoud», où sa famille a été honorée d'ailleurs, par le directeur général de la sûreté nationale, précise la même source. Accompagné du wali d'Illizi, Mustapha Aghamir, et des cadres du corps de la Sûreté, le DGSN a procédé à l'inauguration, d'une base de vie pour la brigade de police des frontières aériennes.

Occupant une superficie de 5.000 m2, cette structure, baptisée du nom du défunt Moudjahid Mechar Akkoud, dispose d'un dortoir, d'une capacité de 72 lits, d'un réfectoire et d'un parc, dans le but d'assurer une meilleure prise en charge des agents et cadres de ce corps constitué dans cette région frontalière.

M.Ounissi a, sur site, écouté un exposé sur le parcours militant et militaire du défunt Moudjahid, issu de la ville de Djanet, qui a rejoint les rangs de la glorieuse Armée de Libération nationale (ALN) en 1958, dans le front Sud-est du pays sur les frontières algéro-libyennes.

Il a également inauguré un siège de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) où il a pris connaissance des différentes structures y relevant et les missions dévolues à cette brigade, notamment la lutte contre les différentes formes de crime.

Faisant le point sur les activités de cette brigade, le bilan fait ressortir le traitement, depuis mars dernier, date de sa mise en service, de 12 affaires, dont l'exploration minière illicite, détention des explosifs sans autorisation des autorités compétentes, en sus d'autres affaires liées au trafic et détention de drogues.

Toujours à Djanet, le DGSN a, au terme de sa visite, inauguré, le siège de la brigade régionale d'investigation sur l'immigration clandestine (BRIIC) et s'est enquis des matériels et équipements existant au niveau de cette nouvelle structure regroupant 23 fonctionnaires de la police et 25 agents assimilés exerçant au niveau des différents services. Le Directeur de la Sécurité publique à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le contrôleur général de police Aissa Naili, a, à ce titre, indiqué que ces nouvelles structures sécuritaires devront renforcer le système sécuritaire et accroître le niveau de déploiement sécuritaire dans cette région frontalière. Le chef de la sûreté de la wilaya d'Illizi, Amar Mesbahi, a, pour sa part, mis en avant l'importance de ces installations qui traduit, a-t-il dit, la stratégie du commandement sécuritaire et la mise au diapason des mutations régionales qui ont entrainé des phénomènes et fléaux, dont l'immigration clandestine.

M.Mesbahi a estimé que ces nouvelles structures devront influer positivement sur les activités de la police, dont l'amélioration de la couverture sécuritaire dans la wilaya déléguée de Djanet, établie actuellement à un policier pour 200 citoyens.

Sofiane Abi